

Le produit intérieur brut

Un rôle fondamental

Le produit intérieur brut est de très loin l'agrégat le plus connu de la comptabilité nationale, il est même plus connu que la comptabilité nationale elle-même. Depuis des années, il est reconnu comme le meilleur indicateur de l'activité économique, si bien que ce sont ses évolutions que l'on suit pour surveiller l'état de santé de l'économie, mesurer sa croissance ou détecter les récessions. Il est vrai que le lien entre l'évolution du produit intérieur brut en volume et des variables aussi fondamentales pour tous que l'emploi en fait un indicateur dont il est difficile de se désintéresser totalement.

Le produit intérieur brut joue aussi un rôle important dans le fonctionnement de l'Union Européenne. En effet, les critères destinés à limiter le déficit public et la dette publique sont évalués par rapport au produit intérieur brut. De plus, une partie importante des dépenses communes de l'Union Européenne est répartie entre les différents états membres sur la base du revenu national brut, agrégat de la comptabilité nationale qui est dérivé du produit intérieur brut et qui en est généralement très proche.

Les trois approches du produit intérieur brut

D'une manière très synthétique, le produit intérieur brut vise à mesurer la richesse créée par les hommes dans un pays pendant une période donnée, le plus souvent une année ou un trimestre. Cette création de richesse peut être considérée selon trois points de vue différents, appelés les trois approches du produit intérieur brut.

L'approche production calcule le produit intérieur brut à partir de la valeur ajoutée, c'est-à-dire de la différence entre la production et la consommation intermédiaire. En effet, la production mesure la création de richesse et la consommation intermédiaire sa destruction au cours du processus de production. La valeur ajoutée mesure donc la richesse effectivement mise à la disposition de l'économie par le système productif.

Toutefois, pour calculer le produit intérieur brut, il faut tenir compte des conventions de mesure de la production adoptées par la comptabilité nationale. La production est, en effet, mesurée aux prix de base, c'est-à-dire à un prix qui exclut les impôts sur les produits et inclut les subventions sur les produits. Or, le produit intérieur brut doit être évalué aux prix du marché puisque la comptabilité nationale considère que le prix du marché constitue la meilleure mesure objectivement disponible de la valeur d'un produit. Mais, contrairement au prix de base, le prix du marché comprend les impôts sur les produits et exclut les subventions sur les produits. Il convient donc de faire une correction pour passer des valeurs ajoutées au produit intérieur brut. Le produit intérieur brut selon l'approche production sera donc calculé de la manière suivante :

$$\begin{aligned} \text{Produit intérieur brut} = & \text{somme des valeurs ajoutées} \\ & + \text{impôts sur les produits} \\ & - \text{subventions sur les produits} \end{aligned}$$

La production est également l'occasion d'une répartition de la richesse produite entre les salariés, les entreprises et l'Etat. L'approche revenu met en évidence cette répartition. Le calcul

du produit intérieur brut selon cette approche dérive directement de la précédente, il suffit d'utiliser la décomposition de la valeur ajoutée provenant du compte d'exploitation :

$$\begin{aligned} \text{Valeur ajoutée} = & \text{Rémunération des salariés} \\ & + \text{autres impôts sur la production} \\ & - \text{autres subventions sur la production} \\ & + \text{excédent d'exploitation / revenu mixte} \end{aligned}$$

En remplaçant dans le calcul du PIB selon l'approche production la valeur ajoutée par ses différents éléments on obtient :

$$\begin{aligned} \text{Produit intérieur brut} = & \text{Rémunération des salariés} \\ & + \text{impôts sur les produits} \\ & + \text{autres impôts sur la production} \\ & - \text{subventions sur les produits} \\ & - \text{autres subventions sur la production} \\ & + \text{excédent d'exploitation / revenu mixte} \end{aligned}$$

En constatant, d'une part, que la somme des impôts sur les produits et des autres impôts sur la production correspond aux impôts sur la production et les importations, d'autre part, que la somme des subventions sur les produits et des autres subventions sur la production correspond aux subventions, on obtient :

$$\begin{aligned} \text{Produit intérieur brut} = & \text{Rémunération des salariés} \\ & + \text{impôts sur la production et les importations} \\ & - \text{subventions} \\ & + \text{excédent d'exploitation / revenu mixte} \end{aligned}$$

L'approche demande montre comment la richesse créée a été utilisée. Le calcul du produit intérieur brut qui lui correspond peut se déduire du compte de biens et services. Celui-ci se présente sous la forme suivante :

Production	Consommation intermédiaire
Impôts sur les produits	Consommation finale
- Subventions sur les produits	Formation brute de capital fixe
Importations	Variation des stocks
	Acquisitions moins cessions d'objets de valeur
	Exportations

Il suffit de faire passer les importations dans la colonne de droite et la consommation intermédiaire dans la colonne de gauche pour faire apparaître dans la colonne de gauche le PIB selon l'approche production. Ainsi, le calcul du produit intérieur brut selon l'approche demande se présente ainsi :

$$\begin{aligned} \text{Produit intérieur brut} = & \text{Consommation finale} \\ & + \text{Formation brute de capital fixe} \\ & + \text{Variation des stocks} \\ & + \text{Acquisitions moins cessions d'objets de valeur} \\ & + \text{Exportations} \\ & - \text{Importations} \end{aligned}$$

D'une manière synthétique, on peut dire que le produit intérieur brut est égal à la somme des emplois finals, c'est-à-dire des emplois excluant la consommation intermédiaire. Il faut comprendre dans cette formulation que les importations sont associées négativement aux exportations.

L'approche demande est, en fait, celle qui permet de présenter le plus simplement le calcul du produit intérieur brut et elle peut, de ce point de vue, être considérée comme l'approche de référence. En effet, il n'est pas facile de justifier la présence des impôts et droits sur les importations dans les deux autres approches et tout particulièrement dans l'approche production.

Les impôts et droits sur les importations sont l'une des composantes des impôts sur les produits qui comprennent également la TVA et les autres impôts sur les produits (par exemple les taxes sur le tabac ou l'alcool). Une partie de ces impôts frappe des produits destinés à la consommation intermédiaire et constitue, de ce fait, un élément de la valeur de la consommation intermédiaire des entreprises qui vient en déduction de la valeur ajoutée. Il semble donc naturel de les ajouter à la valeur ajoutée lorsque l'on considère que les consommations intermédiaires importées devraient être valorisées au prix payé au reste du monde, c'est-à-dire à un prix excluant les impôts et droits sur importations. Mais il est difficile, dans cette approche, de justifier d'ajouter à la valeur ajoutée les droits et taxes sur importations frappant les produits destinés à la consommation finale et la formation brute de capital fixe.

Dans l'approche revenu, les impôts et droits sur les importations apparaissent comme un revenu dans le compte des administrations publiques mais ils ne viennent en déduction du revenu d'aucun autre agent résident car ils sont inclus dans la valeur des dépenses en biens et services. Il est donc justifié de les ajouter aux revenus provenant directement de la répartition de la valeur ajoutée.

L'existence des impôts et droits sur les importations conduit cependant à des résultats peu intuitifs. En effet, les importations sont évaluées à un prix qui exclut les impôts et droits sur importations car elles doivent correspondre au prix payé au reste du monde. Aussi, si un pays n'a aucune activité de production et vit uniquement d'importations, le compte de biens et services devient :

Impôts sur les importations - Subventions sur les importations Importations	Consommation finale Formation brute de capital fixe Variation des stocks Acquisitions moins cessions d'objets de valeur Exportations
---	--

C'est-à-dire :

Impôts sur les importations - Subventions sur les importations	Consommation finale Formation brute de capital fixe Variation des stocks Acquisitions moins cessions d'objets de valeur Exportations - Importations
---	--

On retrouve dans la colonne de droite le produit intérieur brut. Ainsi, un pays qui n'a aucune activité productive peut cependant avoir un produit intérieur brut non nul égal aux impôts nets des subventions sur les importations. Cette anomalie s'explique par la priorité donnée, de fait, à l'approche demande dans le calcul du produit intérieur brut.

Le revenu national brut

Le produit intérieur brut mesure la richesse créée sur le territoire national, il ne tient pas compte du fait qu'une partie de cette richesse a été créée par des non résidents et, qu'à l'inverse, des résidents ont créé de la richesse dans le reste du monde, c'est ce qui explique le qualificatif "intérieur". Pour déterminer le revenu tiré par les résidents de l'activité de production, il faut donc déduire du PIB le revenu distribué aux non résidents et ajouter le revenu issu de la production que les résidents ont tiré du reste du monde. Ces revenus sont les revenus des facteurs de production, c'est-à-dire le travail et le capital. Les impôts et subventions sur la production peuvent également être assimilés à des revenus des facteurs de production.

Cet agrégat qui mesure le revenu des résidents issus de la production prend le nom de revenu national brut, il se calcule de la manière suivante :

Revenu national brut	Produit intérieur brut
=	+ Rémunération des salariés reçue du reste du monde
	- Rémunération des salariés payée au reste du monde
	- Impôts sur la production et les importations versés aux reste du monde
	+ Subventions reçues du reste du monde
	+ Revenus de la propriété reçus du reste du monde
	- Revenus de la propriété payés au reste du monde

Les critiques du PIB

Si le PIB est l'agrégat de la comptabilité nationale le plus connu, il est également le plus critiqué. On lui reproche généralement de ne pas mesurer le bien-être ou le bonheur, de ne pas mesurer les activités domestiques des ménages, de croître avec les catastrophes.

Pour juger de la portée de ces critiques, il faut considérer que le principal objectif du PIB est de mesurer l'activité économique. Ce n'est certainement pas de mesurer le bien-être ou le bonheur. Il est clair qu'il peut y avoir un lien entre le bien-être et le PIB puisque la richesse permet d'éviter certains problèmes, mais le lien entre la richesse et le bien-être est loin d'être direct, il est donc normal que le PIB ne soit pas une bonne mesure du bien-être ou de la richesse. Mais peut-on réellement mesurer le bonheur ? Est-il exprimable en unités monétaires ?

Un exemple classique présenté comme une démonstration de l'absurdité du PIB est celui de l'homme qui épouse sa cuisinière (le caractère sexiste de cet exemple est d'origine !). En effet, le travail de la cuisinière en tant que salariée est évalué par la comptabilité nationale, le travail de l'épouse qui prépare les repas ne l'est pas, si bien que le mariage de cet homme avec sa cuisinière fait baisser le PIB. Cet exemple souligne que la comptabilité nationale ne cherche à évaluer que les activités qui peuvent être exprimées en termes monétaires. Lorsque l'épouse prépare les repas ou lorsque le mari donne le biberon au bébé, on est en présence d'activités qui n'entrent pas dans une logique marchande et qui ne pourraient être exprimées en termes monétaires que de manière très conventionnelle. Cela ne veut pas dire qu'elles ne soient pas importantes, elles sont simplement inestimables, aux deux sens du terme. De plus, si le but de la comptabilité nationale est de décrire l'économie, il est clair que l'intégration de ces activités dans les comptes ne ferait que brouiller l'analyse et retirer beaucoup d'intérêt à la comptabilité nationale.

On reproche également au PIB de croître avec les accidents. Par exemple, les dégâts que subit une voiture lors d'un accident ne viennent pas en déduction du PIB alors que les travaux de réparation viennent s'y ajouter. Mais, dans la mesure où le PIB est avant tout un indicateur

d'activité, c'est tout à fait normal ! Ce n'est pas l'accident qui fait croître le PIB, mais sa réparation. Si la voiture n'est pas réparée le PIB ne va pas changer, l'accident ne fait croître le PIB que s'il génère effectivement une activité économique.

Ce texte n'engage que son auteur : Francis Malherbe